

EMPIRE

COMPANY LIMITED

RAPPORT DE GESTION DES PÉRIODES DE 13 ET DE 26 SEMAINES CLOSES LE 5 novembre 2016

Renseignements prospectifs	1
Survol de la Société	3
Vente au détail de produits alimentaires	3
Placements et autres activités.....	5
Résultats d'exploitation consolidés	6
Explication par la direction des résultats d'exploitation consolidés.....	7
Ventes.....	7
Profit brut	7
BAIIA.....	7
Bénéfice d'exploitation.....	7
Charges financières.....	7
Impôt sur le résultat	8
Bénéfice net.....	8
Performance financière sectorielle.....	9
Vente au détail de produits alimentaires	9
Placements et autres activités.....	11
Résultats d'exploitation trimestriels.....	12
Situation de trésorerie et sources de financement	13
Activités d'exploitation	13
Flux de trésorerie disponibles	13
Activités d'investissement.....	14
Activités de financement.....	14
Obligations au titre des avantages sociaux futurs.....	15
Situation financière consolidée	15
Principales mesures de la situation financière	15
Capitaux propres	16
Normes et méthodes comptables	17
Méthode comptable adoptée au cours de l'exercice 2017	17
Estimations comptables critiques	17
Contrôle interne à l'égard de l'information financière.....	17
Transactions entre parties liées.....	17
Éventualités	18
Gestion du risque	18
Désignation des dividendes déterminés	18
Mesures et données financières non conformes aux PCGR.....	18
Mesures financières	18
Données financières.....	20

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente l'analyse des résultats financiers consolidés d'Empire Company Limited (« Empire » ou la « Société ») (TSX : EMP.A) et de ses filiales, y compris ceux de la filiale entièrement détenue Sobeys Inc. (« Sobeys »), pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 5 novembre 2016 et les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 31 octobre 2015. Il doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société et les notes annexes pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 5 novembre 2016, et les périodes de comparaison de 13 et de 26 semaines closes le 31 octobre 2015, ainsi qu'avec les états financiers consolidés annuels audités de l'exercice de 53 semaines clos le 7 mai 2016 et le rapport de gestion connexe. Pour obtenir des renseignements supplémentaires sur la Société, veuillez consulter le site Web de SEDAR à l'adresse www.sedar.com ou le site Web de la Société à l'adresse www.empireco.ca.

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ont été établis conformément à la Norme comptable internationale 34 *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 ») publiée par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et sont présentés en dollars canadiens (« \$ CA »). Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 7 mai 2016, lesquels ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'IASB. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités comprennent les comptes d'Empire et de ses filiales ainsi que ceux des entités structurées que la Société est tenue de consolider.

L'information qui figure dans le présent rapport de gestion est établie au 14 décembre 2016, à moins d'indication contraire. Aucune modification importante, sauf ce qui est mentionné dans le présent rapport de gestion, n'a été apportée aux informations présentées dans les rubriques « Perspectives », « Estimations comptables critiques », « Éventualités » ou « Gestion du risque » du rapport de gestion de la Société pour la période de 53 semaines close le 7 mai 2016.

RENSEIGNEMENTS PROSPECTIFS

Le présent document renferme des énoncés prospectifs qui sont présentés dans le but d'aider le lecteur à connaître le contexte dans lequel s'inscrit la situation financière de la Société et à comprendre les prévisions de la direction concernant les priorités, les objectifs et les plans stratégiques de la Société. Ces énoncés prospectifs peuvent ne pas être appropriés à d'autres fins. Les énoncés prospectifs se reconnaissent à l'utilisation de mots ou d'expressions tels que « prévoir », « s'attendre à », « croire », « estimer », « avoir l'intention de », « pouvoir », « planifier », « projeter » et d'autres expressions semblables, ainsi que par la conjugaison de ces verbes au futur ou au conditionnel, et de leur forme négative.

Ces énoncés prospectifs comprennent notamment ce qui suit :

- Les attentes de la Société concernant le calendrier des mesures d'atténuation et de correction liées à l'intégration des processus et aux changements découlant de la réorganisation de Safeway, qui pourrait être retardé par des difficultés imprévues;
- Les attentes de la Société concernant les difficultés opérationnelles, principalement dans l'Ouest canadien, et l'érosion des ventes dans l'ensemble du réseau de magasins, sur lesquelles un certain nombre de facteurs pourraient avoir une incidence, notamment l'efficacité des stratégies d'atténuation futures et l'intensité concurrentielle soutenue;
- Les attentes de la Société concernant les mesures de gestion des coûts, y compris le calendrier et l'ampleur des possibilités d'économies de coûts qui ressortiront de l'analyse effectuée par des consultants, attentes qui pourraient subir l'incidence de l'étendue du rapport du consultant et du moment auquel ce rapport sera déposé, de la mesure dans laquelle la Société adoptera les recommandations du consultant et de l'efficacité dont elle fera preuve pour les adopter, ainsi que des discussions préalables nécessaires, le cas échéant, à la mise en œuvre des recommandations adoptées;

- Les attentes de la Société concernant le programme *Simplified Buy & Sell* visant des achats et des ventes simplifiés, y compris l'incidence, le cas échéant, sur le chiffre d'affaires, la marge brute et le bénéfice, attentes qui pourraient subir l'incidence de la réaction des consommateurs dans les régions où ce programme a déjà été déployé ainsi que du calendrier de mise en œuvre dans les autres régions;
- Les prévisions de la Société en ce qui concerne l'insuffisance des achats par rapport aux volumes d'achats minimaux requis aux termes des ententes d'approvisionnement conclues par suite de la vente d'installations de fabrication au cours de l'exercice 2015, sur lesquelles le résultat des stratégies d'atténuation mises en œuvre dans l'Ouest canadien, la variation des volumes réels achetés et la demande des clients pourraient avoir une incidence;
- Les prévisions de la Société concernant les économies de coûts liées à la réorganisation des centres de distribution, lesquelles pourraient être touchées par le nombre définitif de fermetures et de postes abolis;
- Les prévisions de la Société relativement à ses cotisations aux régimes enregistrés à prestations définies, qui pourraient être touchées par les fluctuations des marchés financiers;
- Les prévisions de la Société selon lesquelles sa structure d'exploitation et la structure de son capital sont adéquates pour répondre aux besoins courants de l'entreprise, lesquelles pourraient être touchées par un changement important de la conjoncture économique au Canada;
- L'opinion de la Société selon laquelle ses fonds en caisse et ses équivalents de trésorerie, ses facilités de crédit disponibles et ses flux de trésorerie liés à l'exploitation lui permettront de financer les dépenses d'investissement futures, les cotisations au régime de retraite, le fonds de roulement, les obligations courantes découlant de sa dette consolidée et les besoins courants de l'entreprise, ainsi que l'opinion selon laquelle la Société dispose de fonds suffisants pour faire face à ces exigences et pour satisfaire à d'autres obligations à court et à long terme, lesquelles pourraient être touchées par des changements de la conjoncture économique;
- Les attentes de la Société concernant l'utilisation d'instruments financiers et leurs justes valeurs estimées, sur lesquelles les fluctuations des taux d'intérêt, des cours de change et des prix des marchandises pourraient avoir une incidence.

De par leur nature, les énoncés prospectifs exigent que la Société pose des hypothèses et ils sont assujettis à des incertitudes et à des risques intrinsèques, ainsi qu'à d'autres facteurs qui pourraient causer un écart significatif entre les résultats réels et les énoncés prospectifs. Pour un supplément d'information sur les risques, les incertitudes et les hypothèses pouvant avoir une incidence sur les énoncés prospectifs de la Société, se reporter aux documents déposés par la Société auprès des organismes canadiens de réglementation des valeurs mobilières, et notamment à la rubrique « Gestion du risque » du présent rapport de gestion.

Bien que la Société soit d'avis que les prédictions, les prévisions, les attentes ou les conclusions présentées dans les énoncés prospectifs sont raisonnables, elle ne peut donner aucune assurance quant à leur exactitude. Les lecteurs sont priés de bien examiner les risques, les incertitudes et les hypothèses lorsqu'ils évaluent les énoncés prospectifs et de ne pas se fier outre mesure à ces énoncés. Les énoncés prospectifs ne tiennent pas compte de l'incidence, sur les activités de la Société, des transactions qui ont lieu après la date à laquelle ces énoncés sont formulés. Les énoncés prospectifs figurant dans le présent document traduisent les prévisions actuelles de la Société et pourraient changer après la date du présent document. À moins que les lois sur les valeurs mobilières en vigueur ne l'exigent, la Société ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prospectifs formulés par elle ou en son nom.

SURVOL DE LA SOCIÉTÉ

Les principaux secteurs d'activité d'Empire et ses résultats financiers ont été divisés en deux secteurs à présenter distincts : 1) la vente au détail de produits alimentaires; et 2) les placements et autres activités. Empire et ses filiales, marchands affiliés et franchisés, dont les ventes annualisées s'établissent à environ 24,4 G\$ et qui comptent pour 8,8 G\$ d'actifs, emploient environ 125 000 personnes.

Vente au détail de produits alimentaires

Le secteur de la vente au détail de produits alimentaires d'Empire est représenté par Sobeys, filiale entièrement détenue au 5 novembre 2016. Fière entreprise canadienne ayant son siège social à Stellarton, en Nouvelle-Écosse, Sobeys répond aux besoins en épicerie de la population canadienne depuis 1907. Sobeys exploite un réseau de plus de 1 500 magasins qu'elle détient elle-même, qui sont affiliés ou encore qui sont franchisés dans les 10 provinces canadiennes sous diverses bannières de détail, notamment Sobeys, Safeway, IGA, Foodland, FreshCo, Thrifty Foods ainsi que les pharmacies Lawtons et plus de 350 postes d'essence. Sobeys a pour objectif d'être un créateur inégalé d'expériences donnant le goût aux Canadiens de mieux manger.

Les difficultés rencontrées par l'unité fonctionnelle de l'Ouest au cours des 18 derniers mois ont donné lieu à une forte baisse des ventes. Après la clôture de l'acquisition de Canada Safeway, la Société a commencé l'intégration de l'entreprise acquise aux activités existantes, ce qui a engendré plusieurs difficultés qui ont eu une incidence défavorable sur les résultats financiers. À ces problèmes d'intégration s'est ajoutée une intensification de l'activité promotionnelle au cours de l'exercice 2016 et du premier semestre de l'exercice 2017, ce qui a eu un effet défavorable sur les résultats. Des problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement et au marchandisage, comme la conversion aux marques maison, ont eu une incidence sur l'offre de produits aux clients dans les magasins et se sont traduits, pour l'unité fonctionnelle de l'Ouest, par des ventes des magasins comparables¹⁾, compte non tenu des ventes de carburant, de (5,1) % et de (4,5) % pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 5 novembre 2016.

La direction prend des mesures énergiques pour régler ces problèmes et continue d'élaborer et de mettre en place des plans d'atténuation. La Société a instauré de vastes programmes dans l'Ouest canadien afin de contrer l'érosion des ventes liée à l'activité promotionnelle et de regagner la fidélité des clients. Les programmes *Better Produce at Lower Prices* (Des produits de meilleure qualité à prix moindre) et *Better Meat at Lower Prices* (De la viande de qualité supérieure à prix moindre) pour les bannières Safeway et Sobeys, qui visent à offrir aux consommateurs une qualité accrue, des prix réduits et une grande variété, se sont traduits par une baisse des prix d'un grand nombre de produits en magasin.

Gestion des coûts par la direction

Les résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2017 ont confirmé la nécessité de nous recentrer sur notre volonté de transformation des activités, ainsi que d'intensifier et d'accélérer les efforts pour réduire les coûts et la complexité dans l'ensemble de notre entreprise.

La direction, avec l'appui du conseil d'administration, a récemment entrepris une analyse détaillée des activités et a fait appel à des consultants pour l'aider à accroître l'ampleur et l'étendue des réductions de coûts dans l'ensemble de la Société, tout en se penchant sur la complexité organisationnelle qui non seulement fait augmenter les coûts, mais empêche aussi souvent la prise rapide de décisions pour répondre aux besoins des clients. La direction, qui sera épaulée par des consultants, prévoit que l'analyse complète de tous les aspects de l'entreprise prendra quelques mois et compte examiner les recommandations au quatrième trimestre de l'exercice 2017 au plus tard.

1) Voir la rubrique « Mesures et données financières non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion.

Programme *Simplified Buy & Sell*

Au cours des 18 derniers mois, la Société a accordé la priorité à l'amélioration de la valeur globale par une bonification continue de ses offres de détail ainsi que par d'importants changements structurels apportés au modèle d'établissement des prix, par la mise en œuvre du programme *Simplified Buy & Sell* visant à améliorer l'ensemble des prix proposés pour les produits en étagères à l'échelle de la Société.

La direction a toujours signifié que les résultats souhaités prendront un certain temps à se réaliser, soit le temps nécessaire aux clients pour s'habituer à la valeur créée dans les magasins. Les répercussions sur la marge brute découlent des investissements requis pour soutenir la réussite de la stratégie. La Société reste fermement déterminée à améliorer les prix offerts dans l'ensemble du pays et à apporter des ajustements au fil des apprentissages critiques qu'elle fera quotidiennement, ce qui permettra d'assurer la réussite et la pérennité de la vision de l'entreprise.

Éléments importants

Dessaisissements de biens immobiliers

Le 29 juin 2016, Sobeys a conclu une entente avec le Fonds de placement immobilier Crombie (le « FPI Crombie ») dans lequel la Société détient une participation de 41,5 %, en vue de vendre un portefeuille de 19 immeubles de détail et de les reprendre à bail, de vendre une participation de 50 % dans chacun de ses trois centres de distribution automatisés et de vendre deux parcelles de terrains non aménagés auparavant détenues par Empire. Le FPI Crombie a également investi environ 58,8 M\$ dans la rénovation et l'agrandissement de 10 magasins de vente au détail de la bannière Sobeys déjà inclus dans son portefeuille. Se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » du présent rapport de gestion pour plus de précisions.

Autres éléments

La liste suivante comprend les autres éléments importants qui ont eu une incidence sur les résultats financiers de la Société pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 5 novembre 2016 et les périodes comparatives :

- Au cours de l'exercice 2015, la Société a cédé certaines installations de fabrication. Dans le cadre de la convention d'achat d'actifs, des ententes d'approvisionnement à long terme prévoyant des obligations en matière de volumes d'achat minimaux ont été conclues. Aux termes des modalités de la convention d'achat d'actifs, si les achats réels effectués pour l'année civile 2016 diffèrent des obligations en matière de volumes d'achat minimaux, le prix d'achat sera ajusté à la hausse ou à la baisse selon une formule reposant sur les volumes.

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2017, la direction a mis à jour son estimation des achats prévus pour l'année civile 2016. La mise à jour de cette estimation a donné lieu à la comptabilisation d'une reprise de (7,5) M\$ (39,7 M\$ en 2016). Au 5 novembre 2016, l'ajustement prévu du prix d'achat était estimé à 67,2 M\$. L'ajustement réel du prix d'achat pourrait différer de cette estimation, selon le montant définitif des achats réels pour l'année civile 2016, qui devrait être établi au troisième trimestre de l'exercice 2017.

- Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2015, Sobeys a entrepris un examen de ses fonctions de soutien opérationnel. Pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 5 novembre 2016, la Société a comptabilisé une charge d'un montant respectif de 0,9 M\$ et de 3,6 M\$ au titre de coûts de relocalisation, en comparaison d'une charge d'un montant respectif de 7,1 M\$ et de 13,5 M\$ au titre d'indemnités de départ et de coûts de relocalisation pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.
- Des coûts de néant et de 2,1 M\$ ont été engagés pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 5 novembre 2016 (0,6 M\$ et 5,3 M\$ en 2016) relativement à l'identification d'efficiences découlant de la réorganisation des centres de distribution.

- Au cours de l'exercice 2016, la direction a déterminé que l'unité fonctionnelle de l'Ouest a montré des indices de dépréciation découlant d'une forte tendance à la baisse des résultats d'exploitation du secteur opérationnel Sobeys Ouest et d'un contexte économique difficile, surtout dans les marchés de l'Alberta et de la Saskatchewan. La Société a comptabilisé une perte de valeur des actifs non courants de 148,6 M\$ et une perte de valeur du goodwill de 2 878,5 M\$. À la clôture de l'exercice 2016, l'unité fonctionnelle de l'Ouest n'affichait plus aucun goodwill.

Placements et autres activités

En date du 5 novembre 2016, le secteur des placements et autres activités d'Empire comprenait plus particulièrement :

1. Une participation de 41,5 % (participation de 40,3 % après dilution) comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence dans le FPI Crombie, fonds de placement immobilier canadien à capital variable. Le FPI Crombie possède actuellement un portefeuille de 284 immeubles commerciaux et de bureaux au Canada, soit environ 19,4 millions de pieds carrés, sa stratégie étant de détenir et d'exploiter un portefeuille de haute qualité composé de centres commerciaux ayant une épicerie ou une pharmacie comme locataire pilier et d'immeubles commerciaux à magasins autonomes essentiellement dans les 36 principaux marchés du Canada;
2. Des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, respectivement de 40,7 % dans Genstar Development Partnership, de 48,6 % dans Genstar Development Partnership II, de 39,0 % dans GDC Investments 4, L.P., de 42,1 % dans GDC Investments 6, L.P., de 39,0 % dans GDC Investments 7, L.P., de 43,7 % dans GDC Investments 8, L.P. et de 49,0 % dans The Fraipont Partnership (appelées collectivement « Genstar »).

RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS

Le tableau qui suit présente sommairement la performance financière consolidée d'Empire pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 5 novembre 2016 comparativement aux périodes de 13 et de 26 semaines closes le 31 octobre 2015.

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Périodes de 13 semaines closes les				Périodes de 26 semaines closes les			
	5 nov. 2016	31 oct. 2015	Variation en \$	Variation en %	5 nov. 2016	31 oct. 2015	Variation en \$	Variation en %
Ventes	5 930,9 \$	6 059,2 \$	(128,3) \$	(2,1) %	12 117,5 \$	12 308,4 \$	(190,9) \$	(1,6) %
Profit brut ¹⁾	1 400,7	1 473,6	(72,9)	(4,9) %	2 891,5	2 989,6	(98,1)	(3,3) %
BAIIA ²⁾	187,8	256,3	(68,5)	(26,7) %	426,1	570,4	(144,3)	(25,3) %
BAIIA ajusté ²⁾	181,2	303,7	(122,5)	(40,3) %	424,3	628,9	(204,6)	(32,5) %
Bénéfice d'exploitation	76,4	136,0	(59,6)	(43,8) %	203,0	331,5	(128,5)	(38,8) %
Charges financières, montant net	30,3	34,3	(4,0)	(11,7) %	61,5	67,2	(5,7)	(8,5) %
Charge d'impôt sur le résultat	11,9	30,1	(18,2)	(60,5) %	29,7	73,6	(43,9)	(59,6) %
Participation ne donnant pas le contrôle	1,1	3,1	(2,0)	(64,5) %	13,3	13,4	(0,1)	(0,7) %
Bénéfice net ³⁾	33,1	68,5	(35,4)	(51,7) %	98,5	177,3	(78,8)	(44,4) %
Bénéfice net ajusté ²⁾³⁾	32,9	110,7	(77,8)	(70,3) %	106,5	232,4	(125,9)	(54,2) %

Résultat par action, de base

Bénéfice net ³⁾	0,12 \$	0,25 \$	(0,13) \$	0,36 \$	0,64 \$	(0,28) \$
Bénéfice net ajusté ²⁾³⁾	0,12 \$	0,40 \$	(0,28) \$	0,39 \$	0,84 \$	(0,45) \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation, de base (en millions)	271,6	275,2		271,7	276,1	

Résultat par action, après dilution

Bénéfice net ³⁾	0,12 \$	0,25 \$	(0,13) \$	0,36 \$	0,64 \$	(0,28) \$
Bénéfice net ajusté ²⁾³⁾	0,12 \$	0,40 \$	(0,28) \$	0,39 \$	0,84 \$	(0,45) \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation, après dilution (en millions)	272,2	275,5		272,2	276,5	
Dividende par action	0,1025 \$	0,1000 \$		0,2050 \$	0,2000 \$	

(Pourcentage des ventes)	Périodes de 13 semaines closes les		Périodes de 26 semaines closes les	
	5 nov. 2016	31 oct. 2015	5 nov. 2016	31 oct. 2015
Profit brut	23,6 %	24,3 %	23,9 %	24,3 %
BAIIA	3,2 %	4,2 %	3,5 %	4,6 %
BAIIA ajusté	3,1 %	5,0 %	3,5 %	5,1 %
Bénéfice d'exploitation	1,3 %	2,2 %	1,7 %	2,7 %
Bénéfice net ³⁾	0,6 %	1,1 %	0,8 %	1,4 %
Bénéfice net ajusté ³⁾	0,6 %	1,8 %	0,9 %	1,9 %

1) Le profit brut et les ratios correspondants sont calculés en fonction des résultats du secteur de la vente au détail de produits alimentaires.

2) Voir la rubrique « Mesures et données financières non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion.

3) Déduction faite de la participation ne donnant pas le contrôle.

EXPLICATION PAR LA DIRECTION DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS

Ventes

La totalité des ventes est générée par le secteur de la vente au détail de produits alimentaires. La diminution des ventes pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 5 novembre 2016 est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- l'incidence des stratégies de marchandisage et des stratégies promotionnelles dans l'Ouest canadien, qui continue d'être négative;
- la sensibilité des consommateurs aux prix et leur tendance soutenue à rechercher une meilleure valeur;
- la concurrence.

Au cours du deuxième trimestre et du premier semestre de l'exercice 2017, les ventes des magasins comparables, compte non tenu de l'incidence négative des ventes de carburant, ont diminué respectivement de 2,6 % et de 1,9 % par rapport à celles des périodes correspondantes de l'exercice précédent, et les ventes des magasins comparables ont diminué respectivement de 2,8 % et de 2,3 % dans l'ensemble. Compte non tenu des ventes de carburant et de l'unité fonctionnelle de l'Ouest, les ventes des magasins comparables auraient diminué respectivement de 1,2 % et de 0,4 %.

Profit brut

La diminution de la marge brute au cours des périodes de 13 et de 26 semaines closes le 5 novembre 2016 découle des facteurs qui ont influé sur les ventes et dont il est question ci-dessus ainsi que des investissements considérables dans le modèle d'établissement des prix, particulièrement pour l'unité fonctionnelle de l'Ouest.

BAIIA

Le BAIIA a diminué pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 5 novembre 2016, ce qui s'explique principalement par les facteurs déjà mentionnés qui ont eu une incidence sur les ventes, ainsi que par la hausse du total des frais de vente et charges administratives, reflétant notamment l'augmentation des coûts de la main-d'œuvre et des frais promotionnels pour permettre le lancement du programme *Simplified Buy & Sell* visant des achats et des ventes simplifiés. Les frais de vente et charges administratives en pourcentage des ventes ont augmenté en raison de l'incidence de l'érosion des ventes observée dans tout le réseau.

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les			Périodes de 26 semaines closes les		
	5 nov. 2016	31 oct. 2015	Variation \$	5 nov. 2016	31 oct. 2015	Variation \$
BAIIA	187,8 \$	256,3 \$	(68,5) \$	426,1 \$	570,4 \$	(144,3) \$
Ajustements :						
(Profit) perte sur la sortie d'installations de fabrication	(7,5)	39,7		(7,5)	39,7	
Coûts de la restructuration organisationnelle	0,9	7,1		3,6	13,5	
Réorganisation des centres de distribution	-	0,6		2,1	5,3	
	(6,6)	47,4	(54,0)	(1,8)	58,5	(60,3)
BAIIA ajusté	181,2 \$	303,7 \$	(122,5) \$	424,3 \$	628,9 \$	(204,6) \$

Bénéfice d'exploitation

Pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 5 novembre 2016, le bénéfice d'exploitation a reculé en raison des facteurs déjà mentionnés qui ont eu une incidence sur les ventes et le BAIIA.

Charges financières

Pour le deuxième trimestre de l'exercice 2017, les charges financières, déduction faite des produits financiers, ont diminué par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison essentiellement des remboursements effectués sur la dette au cours de l'exercice 2017. Au deuxième trimestre, le ratio de couverture des intérêts¹⁾ a diminué pour s'établir à 3,0 fois, comparativement à 4,7 fois pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016, en raison de la baisse du bénéfice d'exploitation.

1) Se reporter à la rubrique « Mesures et données financières non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion.

Pour la période de 26 semaines close le 5 novembre 2016, les charges financières, déduction faite des produits financiers, ont diminué, en raison essentiellement des remboursements effectués sur la dette au cours de l'exercice 2017. Le ratio de couverture des intérêts a diminué pour s'établir à 3,9 fois, alors qu'il se chiffrait à 5,9 fois pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la baisse du bénéfice d'exploitation.

Impôt sur le résultat

Le taux d'impôt effectif de la Société pour le deuxième trimestre s'est établi à 25,8 %, contre 29,6 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution du taux d'impôt effectif est principalement attribuable aux incidences fiscales liées à la quasi-adoption d'une loi visant à modifier le traitement fiscal des dépenses en immobilisations admissibles.

Pour la période de 26 semaines close le 5 novembre 2016, le taux d'impôt effectif a diminué pour s'établir à 21,0 %, en comparaison de 27,8 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution est attribuable à la modification de la loi dont il est question ci-dessus ainsi qu'aux incidences fiscales de la vente au FPI Crombie d'immeubles de détail et de leur reprise à bail subséquente, avec report d'impôt.

Bénéfice net

Pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 5 novembre 2016, le bénéfice net, déduction faite de la participation ne donnant pas le contrôle, reflète principalement les facteurs déjà mentionnés aux rubriques précédentes sur les ventes et le BAIIA.

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Périodes de 13 semaines closes les			Variation \$	Périodes de 26 semaines closes les			Variation \$
	5 nov. 2016	31 oct. 2015			5 nov. 2016	31 oct. 2015		
Bénéfice net ¹⁾	33,1 \$	68,5 \$	(35,4) \$		98,5 \$	177,3 \$	(78,8) \$	
RPA (après dilution) ²⁾	0,12 \$	0,25 \$	(0,13) \$		0,36 \$	0,64 \$	(0,28) \$	
Ajustements ³⁾ :								
(Profit) perte sur la sortie d'installations de fabrication	(5,5)	31,8			(5,5)	31,8		
Amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de Canada Safeway	4,7	4,8			9,4	9,6		
Coûts de la restructuration organisationnelle	0,6	5,2			2,6	9,8		
Réorganisation des centres de distribution	-	0,4			1,5	3,9		
	(0,2)	42,2	(42,4)		8,0	55,1	(47,1)	
Bénéfice net ajusté ¹⁾	32,9 \$	110,7 \$	(77,8) \$		106,5 \$	232,4 \$	(125,9) \$	
RPA ajusté ²⁾ (après dilution)	0,12 \$	0,40 \$	(0,28) \$		0,39 \$	0,84 \$	(0,45) \$	
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation après dilution (en millions)	272,2	275,5			272,2	276,5		

1) Déduction faite de la participation ne donnant pas le contrôle.

2) Résultat par action.

3) Tous les ajustements sont après impôt.

PERFORMANCE FINANCIÈRE SECTORIELLE

Vente au détail de produits alimentaires

L'analyse qui suit traite de la performance financière du secteur de la vente au détail de produits alimentaires d'Empire pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 5 novembre 2016 par rapport aux périodes de 13 et de 26 semaines closes le 31 octobre 2015.

L'information financière suivante représente l'apport de Sobeys aux résultats d'Empire, les montants étant présentés déduction faite des ajustements de consolidation, qui tiennent compte de la répartition du prix d'acquisition découlant de la fermeture du capital de Sobeys.

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les				Périodes de 26 semaines closes les			
	5 nov. 2016	31 oct. 2015	Variation en \$	Variation en %	5 nov. 2016	31 oct. 2015	Variation en \$	Variation en %
Ventes	5 930,9 \$	6 059,2 \$	(128,3) \$	(2,1) %	12 117,5 \$	12 308,4 \$	(190,9) \$	(1,6) %
Profit brut	1 400,7	1 473,6	(72,9)	(4,9) %	2 891,5	2 989,6	(98,1)	(3,3) %
BAIIA	164,5	249,5	(85,0)	(34,1) %	387,9	552,6	(164,7)	(29,8) %
BAIIA ajusté	157,9	296,9	(139,0)	(46,8) %	386,1	611,1	(225,0)	(36,8) %
Bénéfice d'exploitation	53,3	129,3	(76,0)	(58,8) %	165,1	313,9	(148,8)	(47,4) %
Bénéfice net ¹⁾	19,1	64,0	(44,9)	(70,2) %	75,7	165,4	(89,7)	(54,2) %
Bénéfice net ajusté ¹⁾	18,9	106,2	(87,3)	(82,2) %	83,7	220,5	(136,8)	(62,0) %

1) Déduction faite de la participation ne donnant pas le contrôle.

Ventes

La diminution des ventes pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 5 novembre 2016 est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- l'incidence des stratégies de merchandising et des stratégies promotionnelles dans l'Ouest canadien, qui continue d'être négative;
- la sensibilité des consommateurs aux prix et leur tendance soutenue à rechercher une meilleure valeur;
- la concurrence.

Pour le deuxième trimestre et le premier semestre de l'exercice 2017, les ventes des magasins comparables, compte non tenu de l'incidence négative des ventes de carburant, ont diminué respectivement de 2,6 % et de 1,9 % par rapport à celles des périodes correspondantes de l'exercice précédent, et les ventes des magasins comparables ont diminué respectivement de 2,8 % et de 2,3 % dans l'ensemble. Compte non tenu des ventes de carburant et de l'unité fonctionnelle de l'Ouest, les ventes des magasins comparables auraient diminué respectivement de 1,2 % et de 0,4 %.

Profit brut

La diminution de la marge brute au cours des périodes de 13 et de 26 semaines closes le 5 novembre 2016 découle des facteurs qui ont influé sur les ventes et dont il est question ci-dessus ainsi que des investissements considérables dans le modèle d'établissement des prix, particulièrement pour l'unité fonctionnelle de l'Ouest.

BAIIA

Le BAIIA a diminué pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 5 novembre 2016, ce qui s'explique principalement par les facteurs déjà mentionnés qui ont eu une incidence sur les ventes, ainsi que par la hausse du total des frais de vente et charges administratives, reflétant notamment l'augmentation des coûts de la main-d'œuvre et des frais promotionnels pour permettre le lancement du programme *Simplified Buy & Sell* visant des achats et des ventes simplifiés. Les frais de vente et charges administratives en pourcentage des ventes ont augmenté en raison de l'incidence de l'érosion des ventes observée dans tout le réseau.

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les			Périodes de 26 semaines closes les		
	5 nov. 2016	31 oct. 2015	Variation \$	5 nov. 2016	31 oct. 2015	Variation \$
BAIIA	164,5 \$	249,5 \$	(85,0) \$	387,9 \$	552,6 \$	(164,7) \$
Ajustements :						
(Profit) perte sur la sortie d'installations de fabrication	(7,5)	39,7		(7,5)	39,7	
Coûts de la restructuration organisationnelle	0,9	7,1		3,6	13,5	
Réorganisation des centres de distribution	-	0,6		2,1	5,3	
	(6,6)	47,4	(54,0)	(1,8)	58,5	(60,3)
BAIIA ajusté	157,9 \$	296,9 \$	(139,0) \$	386,1 \$	611,1 \$	(225,0) \$

Bénéfice d'exploitation

Pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 5 novembre 2016, le bénéfice d'exploitation a reculé en raison des facteurs qui ont eu une incidence sur les ventes et le BAIIA, comme il a déjà été mentionné.

Bénéfice net

Pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 5 novembre 2016, le bénéfice net, déduction faite de la participation ne donnant pas le contrôle, reflète principalement les facteurs déjà mentionnés qui ont eu une incidence sur les ventes et le BAIIA.

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les			Périodes de 26 semaines closes les		
	5 nov. 2016	31 oct. 2015	Variation \$	5 nov. 2016	31 oct. 2015	Variation \$
Bénéfice net ¹⁾	19,1 \$	64,0 \$	(44,9) \$	75,7 \$	165,4 \$	(89,7) \$
Ajustements ²⁾ :						
(Profit) perte sur la sortie d'installations de fabrication	(5,5)	31,8		(5,5)	31,8	
Amortissement des immobilisations incorporelles liées à l'acquisition de Canada Safeway	4,7	4,8		9,4	9,6	
Coûts de la restructuration organisationnelle	0,6	5,2		2,6	9,8	
Réorganisation des centres de distribution	-	0,4		1,5	3,9	
	(0,2)	42,2	(42,4)	8,0	55,1	(47,1)
Bénéfice net ajusté ¹⁾	18,9 \$	106,2 \$	(87,3) \$	83,7 \$	220,5 \$	(136,8) \$

1) Déduction faite de la participation ne donnant pas le contrôle.

2) Tous les ajustements sont après impôt.

Placements et autres activités

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les			Périodes de 26 semaines closes les		
	5 nov. 2016	31 oct. 2015	Variation \$	5 nov. 2016	31 oct. 2015	Variation \$
Résultat d'exploitation						
FPI Crombie ¹⁾	9,8 \$	6,2 \$	3,6 \$	21,0 \$	13,6 \$	7,4 \$
Partenariats immobiliers ²⁾	13,6	2,2	11,4	19,3	7,1	12,2
Autres activités, déduction faite des charges du siège social	(0,3)	(1,7)	1,4	(2,4)	(3,1)	0,7
	23,1 \$	6,7 \$	16,4 \$	37,9 \$	17,6 \$	20,3 \$

1) Participation de 41,5 % comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence dans le FPI Crombie (41,5 % au 31 octobre 2015).

2) Participations dans Genstar.

Bénéfice d'exploitation

La hausse du bénéfice d'exploitation du secteur Placements et autres activités pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 5 novembre 2016 s'explique par l'augmentation de la quote-part du résultat attribuable à l'amélioration des résultats d'exploitation du FPI Crombie et par l'accroissement des ventes des partenaires immobiliers (Genstar).

Portefeuille de placement

Au 5 novembre 2016, le portefeuille de placement d'Empire, y compris les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence dans le FPI Crombie et dans Genstar, se composait de ce qui suit :

(en millions de dollars)	5 novembre 2016			7 mai 2016			31 octobre 2015		
	Juste valeur	Valeur comptable	Profit latent	Juste valeur	Valeur comptable	Profit latent	Juste valeur	Valeur comptable	Profit latent
Participation dans des entreprises associées									
FPI Crombie ¹⁾	824,6 \$	459,0 \$	365,6 \$	786,0 \$	366,8 \$	419,2 \$	707,5 \$	357,7 \$	349,8 \$
Partenariats immobiliers canadiens ²⁾	149,9	149,9	-	148,5	148,5	-	136,4	136,4	-
Partenariats immobiliers américains ²⁾	46,2	46,2	-	50,2	50,2	-	55,4	55,4	-
Participations dans des coentreprises									
Canadian Digital Cinema Partnership ²⁾	9,5	9,5	-	9,4	9,4	-	9,4	9,4	-
	1 030,2 \$	664,6 \$	365,6 \$	994,1 \$	574,9 \$	419,2 \$	908,7 \$	558,9 \$	349,8 \$

1) La juste valeur est établie en fonction du cours de clôture des parts du FPI Crombie négociées à la Bourse de Toronto le 4 novembre 2016.

2) Dans l'hypothèse où la juste valeur correspond à la valeur comptable.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION TRIMESTRIELS

Le tableau qui suit résume les principales informations financières tirées des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société pour chacun des huit derniers trimestres.

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Exercice 2017			Exercice 2016			Exercice 2015 ¹⁾		
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	
	(13 sem.) 5 nov. 2016	(13 sem.) 6 août 2016	(14 sem.) 7 mai 2016	(13 sem.) 31 janv. 2016	(13 sem.) 31 oct. 2015	(13 sem.) 1 ^{er} août 2015	(13 sem.) 2 mai 2015	(13 sem.) 31 janv. 2015	
Ventes	5 930,9 \$	6 186,6 \$	6 283,2 \$	6 027,2 \$	6 059,2 \$	6 249,2 \$	5 770,5 \$	5 940,5 \$	
BAIIA ²⁾	187,8	238,3	(1 047,2)	(1 467,9)	256,3	314,1	236,3	322,3	
Résultat d'exploitation	76,4	126,6	(1 160,2)	(1 589,8)	136,0	195,5	115,9	203,4	
Résultat net ³⁾	33,1 \$	65,6 \$	(942,6) \$	(1 365,7) \$	68,5 \$	108,8 \$	55,4 \$	123,6 \$	
Résultat par action, de base									
Résultat net ³⁾⁴⁾	0,12 \$	0,24 \$	(3,47) \$	(5,03) \$	0,25 \$	0,39 \$	0,20 \$	0,45 \$	
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation, de base (en millions)									
	271,6	271,7	271,7	271,7	275,2	277,0	277,0	277,0	
Résultat par action, après dilution									
Résultat net ³⁾⁴⁾	0,12 \$	0,24 \$	(3,47) \$	(5,03) \$	0,25 \$	0,39 \$	0,20 \$	0,45 \$	
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation, après dilution (en millions)									
	272,2	271,7	271,7	271,8	275,5	277,5	277,5	277,2	

1) Les montants ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'état consolidé résumé du résultat net de la période écoulée.

2) Le BAIIA est rapproché du résultat net, déduction faite de la participation ne donnant pas le contrôle, de la période écoulée et de la période comparative à la rubrique « Mesures et données financières non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion.

3) Déduction faite de la participation ne donnant pas le contrôle.

4) Le nombre moyen pondéré d'actions aux fins du calcul du résultat par action de base et après dilution est le même, car l'effet de la totalité des actions ordinaires potentielles aurait été antidilutif.

Une analyse des résultats financiers des périodes correspondantes révèle ce qui suit :

- Les résultats du premier et du deuxième trimestre de l'exercice 2017 ont été plus faibles que pour les périodes correspondantes de l'exercice 2016, en raison d'un certain nombre de facteurs, dont les difficultés rencontrées par l'unité fonctionnelle de l'Ouest et l'érosion des ventes dans la majeure partie du réseau de magasins découlant de la sensibilité des consommateurs aux prix et de leur tendance soutenue à rechercher une meilleure valeur.
- Les résultats du troisième et du quatrième trimestre de l'exercice 2016 montrent une augmentation des ventes, mais une perte d'exploitation et une perte nette, déduction faite de la participation ne donnant pas le contrôle, comparativement aux trimestres correspondants de l'exercice 2015. L'accroissement des ventes au quatrième trimestre s'explique principalement par la semaine d'activité supplémentaire comprise dans l'exercice 2016. La perte d'exploitation et la perte nette, déduction faite de la participation ne donnant pas le contrôle, s'expliquent par la perte de valeur de 148,6 M\$ au titre des actifs non courants et celle de 2 878,5 M\$ au titre du goodwill que la Société a comptabilisées pour chaque trimestre pour refléter la réduction de valeur de certains magasins du secteur opérationnel Sobeys Ouest et du goodwill connexe et ramener leur valeur à la valeur recouvrable. Les résultats du quatrième trimestre de 2015 reflétaient l'incidence de la rationalisation du réseau, de la pression à la baisse exercée sur les ventes de carburant en raison de la diminution des prix du pétrole et des dessaisissements exigés par le Bureau de la concurrence dans le cadre de l'acquisition de Canada Safeway.

La direction reconnaît que la Société continuera de faire face à des difficultés opérationnelles de taille au cours de l'exercice 2017, et elle a toujours pour priorité d'y remédier et d'accroître les ventes. La direction est fermement déterminée à accroître l'ampleur et l'étendue des réductions de coûts dans l'ensemble de l'entreprise. C'est pourquoi elle a récemment fait appel à des consultants. Les recommandations qui découleront de leur analyse détaillée devraient se traduire par des réductions importantes des charges d'exploitation et permettre de régler les problèmes liés à la complexité organisationnelle, ce qui favorisera la prise rapide de décisions pour répondre aux besoins des clients.

Les ventes reflètent les fluctuations attribuables aux pressions inflationnistes et déflationnistes du marché d'un trimestre à l'autre. La Société enregistre des fluctuations saisonnières, comme en témoignent les résultats présentés dans le tableau précédent, en particulier au cours des mois d'été et des périodes des fêtes. Les ventes, le BAIIA, le résultat d'exploitation et le résultat net, déduction faite de la participation ne donnant pas le contrôle, ont subi l'incidence des pertes de valeur comptabilisées, des activités de Safeway, des ajustements inhabituels, des autres activités d'investissement, du milieu concurrentiel, des mesures de gestion des coûts, du prix des aliments et des tendances du secteur d'activité en général, et d'autres facteurs de risque dont il est fait mention à la rubrique « Gestion du risque » du rapport de gestion annuel de l'exercice 2016.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Le tableau qui suit souligne les principales composantes des flux de trésorerie de la Société pour les périodes considérées.

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les			Périodes de 26 semaines closes les		
	5 nov. 2016	31 oct. 2015 ¹⁾	Variation \$	5 nov. 2016	31 oct. 2015 ¹⁾	Variation \$
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	142,9 \$	136,8 \$	6,1 \$	382,2 \$	453,4 \$	(71,2) \$
(Sorties) entrées de trésorerie liées aux activités d'investissement	(151,5)	(191,7)	40,2	106,3	(354,8)	461,1
Sorties de trésorerie liées aux activités de financement	(58,9)	(25,1)	(33,8)	(540,6)	(90,5)	(450,1)
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(67,5) \$	(80,0) \$	12,5 \$	(52,1) \$	8,1 \$	(60,2) \$

1) Les montants ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour le tableau consolidé résumé des flux de trésorerie de la période écoulée.

Activités d'exploitation

Les entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation pour la période de 13 semaines close le 5 novembre 2016 ont été légèrement plus élevées que pour la période correspondante de l'exercice précédent, en raison du profit net sur la cession d'actifs, contrebalancé par la baisse du bénéfice d'exploitation dont il est question plus haut.

La diminution des entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation pour la période de 26 semaines close le 5 novembre 2016 est principalement attribuable au recul du bénéfice net dont il est question plus haut.

Flux de trésorerie disponibles

La direction utilise les flux de trésorerie disponibles¹⁾ pour évaluer le montant de trésorerie disponible pour le remboursement de la dette, le paiement de dividendes et les autres activités d'investissement et de financement.

(en millions de dollars)	Périodes de 13 semaines closes les			Périodes de 26 semaines closes les		
	5 nov. 2016	31 oct. 2015 ²⁾	Variation \$	5 nov. 2016	31 oct. 2015 ²⁾	Variation \$
Entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation	142,9 \$	136,8 \$	6,1 \$	382,2 \$	453,4 \$	(71,2) \$
Ajouter : produit de la sortie d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placement	35,0	4,5	30,5	377,6	48,4	329,2
Déduire : acquisitions d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placement	(159,0)	(156,2)	(2,8)	(285,3)	(299,1)	13,8
Flux de trésorerie disponibles	18,9 \$	(14,9) \$	33,8 \$	474,5 \$	202,7 \$	271,8 \$

1) Se reporter à la rubrique « Mesures et données financières non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion.

2) Les montants ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour le tableau consolidé résumé des flux de trésorerie de la période écoulée.

Les flux de trésorerie disponibles pour la période de 13 semaines close le 5 novembre 2016 ont augmenté par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la hausse du produit tiré des transactions immobilières.

La hausse des flux de trésorerie disponibles pour la période de 26 semaines close le 5 novembre 2016 est attribuable à une augmentation du produit de la sortie d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placement découlant principalement du contrat conclu avec le FPI Crombie dont il est question plus haut.

Activités d'investissement

La diminution des sorties de trésorerie liées aux activités d'investissement pour la période de 13 semaines close le 5 novembre 2016 est principalement attribuable au produit de la sortie d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placement dont il est question plus haut.

L'augmentation des entrées de trésorerie liées aux activités d'investissement pour la période de 26 semaines close le 5 novembre 2016 est essentiellement attribuable au contrat de cession-bail conclu avec le FPI Crombie dont il est question plus haut et qui a entraîné une hausse du produit en trésorerie de la sortie d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placement et des incitatifs à la location reçus du FPI Crombie.

Le tableau qui suit indique le nombre total de magasins dans lesquels Sobeys a investi au cours des périodes de 13 et de 26 semaines closes le 5 novembre 2016 par rapport aux périodes de 13 et de 26 semaines closes le 31 octobre 2015.

Nombre de magasins	Périodes de 13 semaines closes les		Périodes de 26 semaines closes les	
	5 nov. 2016	31 oct. 2015	5 nov. 2016	31 oct. 2015
Ouvertures/relocalisations/acquisitions	20	48	34	65
Agrandissements	-	7	5	12
Changements de bannières/réaménagements	3	5	15	16
Fermetures – cours normal des activités	8	10	20	17

Le tableau qui suit indique la variation de la superficie en pieds carrés de Sobeys par type d'activité pour les périodes de 13 et de 53 semaines closes le 5 novembre 2016 :

	Période de 13 semaines close le 5 nov. 2016	Période de 53 semaines close le 5 nov. 2016
Superficie (en milliers de pieds carrés)		
Ouvertures	157	421
Relocalisations	65	267
Acquisitions	5	131
Agrandissements	-	48
Fermetures – cours normal des activités	(79)	(368)
Variation nette avant l'incidence de la rationalisation du réseau	148	499
Fermetures – rationalisation du réseau	-	(93)
Variation nette, compte tenu de la rationalisation du réseau	148	406

Au 5 novembre 2016, Sobeys occupait une superficie totale de 38,7 millions de pieds carrés, en hausse de 1,0 % par rapport aux 38,3 millions de pieds carrés occupés au 31 octobre 2015.

Activités de financement

Les sorties de trésorerie liées aux activités de financement pour la période de 13 semaines close le 5 novembre 2016 ont augmenté par rapport à celles de la période correspondante de l'exercice 2016, en raison essentiellement du remboursement de 657,0 M\$ effectué sur la facilité de crédit à long terme renouvelable (la « facilité à terme renouvelable ») de Sobeys, partiellement contrebalancé par les prélèvements effectués sur la facilité à terme renouvelable de Sobeys et par le rachat d'actions ordinaires de catégorie A sans droit de vote totalisant 148,1 M\$ au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

Les sorties de trésorerie liées aux activités de financement pour la période de 26 semaines close le 5 novembre 2016 ont augmenté par rapport à la période correspondante de l'exercice 2016, en raison de certains facteurs semblables à ceux mentionnés plus haut et du remboursement de 300,0 M\$ effectué sur les billets non garantis de premier rang de Sobeys.

Obligations au titre des avantages sociaux futurs

Pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 5 novembre 2016, la Société a versé des cotisations d'un montant respectif de 2,4 M\$ et de 4,5 M\$ (2,4 M\$ et 4,5 M\$ en 2016) à ses régimes enregistrés à prestations définies. La Société prévoit verser environ 10,0 M\$ à ces régimes au cours de l'exercice 2017. La Société continue d'évaluer l'incidence des marchés financiers sur les exigences en matière de capitalisation.

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

Principales mesures de la situation financière

(en millions de dollars, sauf les montants par action et les ratios)	5 nov. 2016	7 mai 2016 ¹⁾	31 oct. 2015
Capitaux propres, déduction faite de la participation ne donnant pas le contrôle	3 643,1 \$	3 621,0 \$	6 000,9 \$
Valeur comptable par action ordinaire ²⁾	13,41 \$	13,33 \$	21,81 \$
Dette à long terme, y compris la tranche échéant à moins d'un an	1 961,2 \$	2 367,4 \$	2 463,3 \$
Ratio de la dette consolidée sur le capital total ²⁾	35,0 %	39,5 %	29,1 %
Ratio de la dette consolidée nette sur le capital total net ²⁾	32,4 %	36,7 %	26,5 %
Ratio de la dette consolidée sur le BAIIA ajusté ²⁾³⁾	2,0 x	2,0 x	1,9 x
Ratio du BAIIA ajusté sur la charge d'intérêts ²⁾⁴⁾	8,8 x	10,2 x	10,7 x
Ratio des actifs courants sur les passifs courants	0,9 x	1,0 x	0,9 x
Total de l'actif	8 816,9 \$	9 102,0 \$	11 613,5 \$
Total des passifs financiers non courants	2 641,9 \$	2 702,3 \$	2 832,3 \$

1) Les montants ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'état consolidé résumé de la situation financière de la période écoulée.

2) Se reporter à la rubrique « Mesures et données financières non conformes aux PCGR » du présent rapport de gestion.

3) Calculé à partir du BAIIA ajusté pour les quatre derniers trimestres.

4) Calculé à partir du BAIIA ajusté et de la charge d'intérêts pour les quatre derniers trimestres.

Le ratio de la dette consolidée sur le capital total a diminué pour se fixer à 35,0 % au 5 novembre 2016, alors qu'il était de 39,5 % au 7 mai 2016.

Le ratio de la dette consolidée sur le BAIIA ajusté est demeuré constant, à 2,0 fois, alors qu'il se chiffrait à 2,0 fois au 7 mai 2016. La diminution du ratio de couverture de la charge d'intérêts par le BAIIA ajusté (8,8 fois, contre 10,2 fois au 7 mai 2016) est principalement attribuable à la baisse du bénéfice d'exploitation, qui a eu une incidence négative sur le BAIIA ajusté sur 12 mois (956,8 M\$, contre 1 161,4 M\$ au 7 mai 2016) et à la diminution de la charge d'intérêts sur 12 mois (109,3 M\$, contre 114,0 M\$ au 7 mai 2016).

Le ratio des actifs courants sur les passifs courants de la Société a diminué pour s'établir à 0,9 fois, alors qu'il était de 1,0 fois au 7 mai 2016.

La notation actuelle attribuée à Sobeys par Dominion Bond Rating Service (« DBRS ») est de BBB (faible) avec une tendance négative et celle attribuée par Standard and Poor's (« S&P ») est de BBB- avec une perspective négative.

La Société est d'avis que ses fonds en caisse et ses équivalents de trésorerie, ses facilités de crédit bancaire disponibles et ses entrées de trésorerie liées aux activités d'exploitation lui permettront de financer les dépenses d'investissement futures, les cotisations au régime de retraite, le fonds de roulement, les obligations courantes découlant de sa dette consolidée et les besoins courants de l'entreprise. La Société est également d'avis qu'elle dispose des liquidités nécessaires pour faire face à ces exigences et pour satisfaire à d'autres obligations à court et à long terme. La Société atténue le risque de liquidité potentiel en s'assurant de diversifier les sources de fonds selon l'échéance et la source du crédit.

La Société s'est engagée auprès de ses créanciers à respecter les clauses restrictives des différentes facilités de crédit. Pour les périodes de 13 et de 26 semaines closes le 5 novembre 2016, la Société respectait toutes les clauses restrictives.

Capitaux propres

Au 5 novembre 2016, le capital-actions de la Société s'établissait comme suit :

	Nombre d'actions autorisé	Nombre d'actions émises et en circulation	En millions de dollars
Actions privilégiées de 2002, valeur nominale de 25 \$ chacune, à émettre en séries	991 980 000	-	- \$
Actions de catégorie A sans droit de vote, sans valeur nominale, déduction faite des actions détenues en fiducie	768 105 849	172 987 901	2 027,2
Actions ordinaires de catégorie B, sans valeur nominale, avec droit de vote	122 400 000	98 138 079	7,3
			2 034,5 \$

L'augmentation de 22,1 M\$ des capitaux propres, déduction faite de la participation ne donnant pas le contrôle, par rapport à la période correspondante de l'exercice 2016, reflète principalement la hausse des résultats non distribués. La valeur comptable par action ordinaire s'établissait à 13,41 \$ au 5 novembre 2016, comparativement à 13,33 \$ au 7 mai 2016.

Le tableau qui suit présente le capital-actions de la Société au 5 novembre 2016, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent.

	Périodes de 13 semaines closes les	
	5 novembre 2016	31 octobre 2015
(nombre d'actions)		
Actions de catégorie A sans droit de vote		
Émises et en circulation à l'ouverture de la période	173 537 901	178 901 505
Émises au cours de la période	-	507
Rachat de capital-actions	-	(5 365 752)
Émises et en circulation à la clôture de la période	173 537 901	173 536 260
Actions détenues en fiducie à l'ouverture de la période	-	-
Rachetées aux fins du règlement futur aux termes des régimes de rémunération réglée en titres de capitaux propres	(550 000)	-
Actions détenues en fiducie à la clôture de la période	(550 000)	-
Émises et en circulation, déduction faite des actions détenues en fiducie, à la clôture de la période	172 987 901	173 536 260
Actions ordinaires de catégorie B		
Émises et en circulation à l'ouverture de la période	98 138 079	98 138 079
Émises au cours de la période	-	-
Émises et en circulation à la clôture de la période	98 138 079	98 138 079

Au cours des périodes de 13 et de 26 semaines closes le 5 novembre 2016, la Société a payé à ses détenteurs d'actions des dividendes sur les actions ordinaires s'élevant respectivement à 27,9 M\$ et à 55,7 M\$ (27,3 M\$ et 55,0 M\$ en 2016), ce qui représente un montant respectif de 0,1025 \$ et de 0,2050 \$ par action (0,1000 \$ et 0,2000 \$ par action en 2016) pour les détenteurs d'actions ordinaires.

Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2017, la Société a établi un fonds en fiducie aux fins du rachat d'actions de catégorie A sans droit de vote en prévision du règlement futur de droits à des unités acquis aux termes de ses régimes de rémunération fondée sur des actions et réglée en titres de capitaux propres. Les contributions au fonds en fiducie et les actions de catégorie A sans droit de vote rachetées seront détenues par Société de fiducie CST, qui agira à titre de fiduciaire. Le fonds en fiducie constitue une entité structurée, et ses comptes sont par conséquent pris en compte dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société. Au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2017, le fonds en fiducie a racheté 550 000 actions de catégorie A sans droit de vote pour une contrepartie de 10,6 M\$. Ces actions de catégorie A sans droit de vote ont été comptabilisées en réduction du capital-actions et du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation.

Au 14 décembre 2016, la Société comptait 173 537 901 actions de catégorie A sans droit de vote et 98 138 079 actions ordinaires de catégorie B en circulation, ainsi que 5 169 304 options visant l'acquisition d'un total de 5 169 304 actions de catégorie A sans droit de vote.

NORMES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités ont été dressés selon les mêmes méthodes comptables que celles qui sont présentées dans les états financiers consolidés annuels de la Société pour l'exercice clos le 7 mai 2016.

Méthode comptable adoptée au cours de l'exercice 2017

Présentation des états financiers

En décembre 2014, l'IASB a apporté des modifications à IAS 1 *Présentation des états financiers*, qui donne des directives plus claires sur l'importance relative et le regroupement, la présentation des sous-totaux, la structure des états financiers et la présentation des méthodes comptables. Les modifications sont entrées en vigueur au premier trimestre de l'exercice 2017 et n'ont eu aucune incidence significative sur les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités de la Société.

Estimations comptables critiques

Les estimations comptables critiques utilisées par la direction de la Société sont analysées en détail dans le rapport de gestion annuel de l'exercice 2016.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

La direction de la Société, qui comprend le président et chef de la direction intérimaire et le chef des finances intérimaire, a la responsabilité d'établir et de maintenir un contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF »), au sens du Règlement 52-109, « Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs ». Le cadre de contrôle utilisé par la direction pour concevoir et évaluer l'efficacité du CIIF est l'*Internal Control Integrated Framework* (2013) publié par le Committee of Sponsoring Organizations de la Treadway Commission.

Il n'a été apporté aucune modification au CIIF de la Société pour la période ouverte le 7 août 2016 et close le 5 novembre 2016 qui ait eu une incidence importante ou serait susceptible d'avoir une incidence importante sur le CIIF de la Société.

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Les transactions conclues entre la Société et le FPI Crombie, y compris les contrats de location en vigueur, sont des transactions entre parties liées et font l'objet d'une analyse détaillée dans le rapport de gestion annuel de l'exercice 2016. Il n'y a eu aucune modification importante des obligations contractuelles particulières liant la Société et le FPI Crombie pour le premier semestre de l'exercice 2017, mis à part ce qui est décrit ci-dessous.

Le 29 juin 2016, Sobeys et ses filiales entièrement détenues ont conclu une entente avec le FPI Crombie en vue de vendre un portefeuille de 19 immeubles de détail et de les reprendre à bail, de vendre une participation de 50 % dans chacun de ses trois centres de distribution automatisés et de vendre deux parcelles de terrains non aménagés auparavant détenus par Empire. Le FPI Crombie a également investi environ 58,8 M\$ dans la rénovation et l'agrandissement de 10 magasins de vente au détail de la bannière Sobeys déjà inclus dans son portefeuille. En plus de lui verser une contrepartie en trésorerie, le FPI Crombie a émis en faveur d'une filiale de Sobeys des parts de société en commandite de catégorie B ainsi que des parts spéciales avec droits de vote s'y rattachant au prix de 14,70 \$ la part, pour une valeur d'environ 93,4 M\$. La filiale de Sobeys a ensuite vendu ses parts de société en commandite de catégorie B à Empire, avec report d'impôt. Ces transactions avec le FPI Crombie ont rapporté à la Société et à ses filiales entièrement détenues un produit net total en trésorerie de 323,8 M\$, ce qui a donné lieu à une perte avant impôt de 0,8 M\$. Le produit tiré des transactions a été utilisé pour rembourser les billets non garantis de premier rang.

Le 29 juillet 2016, Sobeys, par l'intermédiaire d'une filiale entièrement détenue, a vendu un autre immeuble au FPI Crombie et l'a repris à bail, pour une contrepartie en trésorerie de 26,4 M\$. Cette transaction a donné lieu à un profit avant impôt de 2,1 M\$. Sobeys a également acquis un immeuble auprès du FPI Crombie pour une contrepartie de 9,1 M\$.

ÉVENTUALITÉS

La Société est partie à des requêtes et à des litiges divers dans le cours normal des activités commerciales. La direction de la Société ne considère pas que ces litiges représentent un risque important, même si elle ne peut le prédire avec certitude.

Dans le cours normal des activités, la Société fait régulièrement l'objet d'audits menés par les administrations fiscales. Bien que la Société estime que ses déclarations fiscales soient appropriées et justifiables, certains éléments peuvent, de temps à autre, faire l'objet d'une révision et d'une contestation par les administrations fiscales.

GESTION DU RISQUE

Les risques et incertitudes liés aux facteurs économiques et au secteur d'activité ainsi que la stratégie de la Société en matière de gestion du risque font l'objet d'une analyse détaillée dans le rapport de gestion annuel de l'exercice 2016.

DÉSIGNATION DES DIVIDENDES DÉTERMINÉS

Les « dividendes déterminés » bénéficient d'un traitement fiscal avantageux. Pour être considérés comme des dividendes déterminés, les dividendes doivent avoir été désignés comme tels à la date du versement.

Afin de se conformer à la prise de position de l'ARC, Empire a indiqué de façon appropriée sur son site Web que les dividendes versés par Empire sont des dividendes déterminés, à moins d'indication contraire.

MESURES ET DONNÉES FINANCIÈRES NON CONFORMES AUX PCGR

Certaines mesures et données mentionnées dans le présent rapport de gestion n'ont pas de définition normalisée selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR »). Elles peuvent donc ne pas se prêter à une comparaison avec les mesures nommées de la même façon et présentées par d'autres sociétés ouvertes. La direction est d'avis que certaines de ces mesures et données, y compris le profit brut et le BAIIA, sont des indicateurs importants de la capacité d'Empire à générer des liquidités au moyen de ses flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation afin de financer ses besoins futurs en matière de fonds de roulement, le service de sa dette et ses dépenses d'investissement futures, et utilise ces mesures à ces fins.

De plus, afin de fournir aux investisseurs et aux analystes des paramètres de performance plus comparables d'un exercice à l'autre que les mesures de base, la direction ajuste ces mesures et données, notamment le BAIIA et le résultat net, en excluant certains éléments. Ces éléments pourraient avoir une incidence sur l'analyse des tendances en matière de performance ainsi que sur la comparabilité des résultats financiers. En excluant ces éléments, la direction ne sous-entend pas qu'il s'agit d'éléments non récurrents.

Mesures financières

Les mesures et données financières non conformes aux PCGR ont pour objet d'apporter de l'information supplémentaire utile aux investisseurs et aux analystes. Les mesures financières non conformes aux PCGR ne devraient pas être prises en compte isolément ou comme substitut aux autres mesures de performance calculées selon les PCGR. Les mesures non conformes aux PCGR utilisées par la Société figurant dans le présent rapport de gestion sont définies comme suit :

- Le profit brut s'entend des ventes moins le coût des ventes.
- Le bénéfice avant les intérêts, l'impôt sur le résultat et l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles (« BAIIA ») s'entend du bénéfice net, avant les charges financières (déduction faite des produits financiers), la charge d'impôt sur le résultat et l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles. L'exclusion de l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles élimine en partie l'incidence hors trésorerie du résultat d'exploitation.

Le tableau qui suit présente le rapprochement des mesures conformes aux PCGR et du BAIIA :

	Périodes de 13 semaines closes les		Périodes de 26 semaines closes les	
	5 nov. 2016	31 oct. 2015	5 nov. 2016	31 oct. 2015
(en millions de dollars)				
Bénéfice net	34,2 \$	71,6 \$	111,8 \$	190,7 \$
Impôt sur le résultat	11,9	30,1	29,7	73,6
Charges financières, montant net	30,3	34,3	61,5	67,2
Bénéfice d'exploitation	76,4	136,0	203,0	331,5
Amortissement des immobilisations corporelles	88,8	97,7	177,9	194,4
Amortissement des immobilisations incorporelles	22,6	22,6	45,2	44,5
BAIIA	187,8 \$	256,3 \$	426,1 \$	570,4 \$

- Le BAIIA ajusté s'entend du BAIIA compte non tenu de certains éléments afin de faciliter l'analyse des tendances de la performance. Ces ajustements se traduisent par une représentation économique plus précise sur une base comparative. Les éléments non significatifs des résultats de la période écoulée ou de la période correspondante ne font plus l'objet d'un ajustement par la Société. Le BAIIA ajusté est rapproché du BAIIA dans les paragraphes respectifs des rubriques intitulées « Explication par la direction des résultats d'exploitation consolidés » et « Vente au détail de produits alimentaires » du présent rapport de gestion.
- La charge d'intérêts s'entend de la charge d'intérêts sur les passifs financiers au coût amorti, majorée des pertes sur les couvertures des flux de trésorerie reclassées hors des autres éléments du résultat global. La direction est d'avis que la charge d'intérêts représente une mesure plus précise de la charge au titre du service de la dette de la Société, compte non tenu du total des produits financiers.

Le tableau qui suit présente le rapprochement des mesures conformes aux PCGR et de la charge d'intérêts :

	Périodes de 13 semaines closes les		Périodes de 26 semaines closes les	
	5 nov. 2016	31 oct. 2015	5 nov. 2016	31 oct. 2015
(en millions de dollars)				
Charges financières, montant net	30,3 \$	34,3 \$	61,5 \$	67,2 \$
Plus : produits financiers	2,0	0,3	3,6	1,4
Moins : charges financières liées aux régimes de retraite, montant net	(2,9)	(3,0)	(5,8)	(6,0)
Moins : charge de désactualisation liée aux provisions	(3,7)	(2,9)	(7,5)	(6,1)
Charge d'intérêts	25,7 \$	28,7 \$	51,8 \$	56,5 \$
Charge d'intérêts sur les passifs financiers évalués au coût amorti	25,7 \$	28,6 \$	51,8 \$	56,3 \$
Pertes sur les couvertures des flux de trésorerie reclassées hors des autres éléments du résultat global	-	0,1	-	0,2
Charge d'intérêts	25,7 \$	28,7 \$	51,8 \$	56,5 \$

- Le résultat net ajusté s'entend du résultat net, déduction faite de la participation ne donnant pas le contrôle, compte non tenu de certains éléments afin de faciliter l'analyse des tendances de la performance et des résultats financiers. Ces ajustements se traduisent par une représentation économique plus précise des activités commerciales sous-jacentes sur une base comparative. Les éléments non significatifs des résultats de la période écoulée ou de la période correspondante ne font plus l'objet d'un ajustement par la Société. Le résultat net ajusté fait l'objet d'un rapprochement dans les paragraphes respectifs des rubriques intitulées « Explication par la direction des résultats d'exploitation consolidés » et « Vente au détail de produits alimentaires » du présent rapport de gestion.

- Les flux de trésorerie disponibles sont calculés comme les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, majorés du produit de la sortie d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placement, diminués des acquisitions d'immobilisations corporelles et d'immeubles de placement. La direction utilise les flux de trésorerie disponibles comme mesure pour évaluer le montant de trésorerie disponible pour le remboursement de la dette, le versement de dividendes et d'autres activités de financement et d'investissement. Les flux de trésorerie disponibles sont rapprochés des mesures conformes aux PCGR présentées dans les tableaux consolidés résumés des flux de trésorerie dans la rubrique intitulée « Flux de trésorerie disponibles » du présent rapport de gestion.
- La dette consolidée s'entend de toute dette portant intérêt, notamment les emprunts bancaires, les acceptations bancaires et la dette à long terme. La direction est d'avis que la dette consolidée représente le meilleur indicateur du total des obligations financières de la Société aux termes desquelles elle paie des intérêts.
- La dette consolidée nette s'entend de la dette consolidée, diminuée de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La direction est d'avis que la déduction de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de la dette consolidée donne une mesure plus précise des obligations financières de la Société, alors que l'intégralité de la trésorerie et des équivalents de trésorerie est déduite de l'obligation totale.
- Le capital total s'entend de la dette consolidée et des capitaux propres, déduction faite de la participation ne donnant pas le contrôle.
- Le capital total net s'entend du capital total diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Les tableaux qui suivent présentent le rapprochement de la dette consolidée, de la dette consolidée nette, du capital total net et du capital total de la Société avec les mesures conformes aux PCGR présentées dans les états de la situation financière au 5 novembre 2016, au 7 mai 2016 et au 31 octobre 2015.

(en millions de dollars)	5 novembre 2016	7 mai 2016 ¹⁾	31 octobre 2015
Tranche de la dette à long terme échéant à moins d'un an	50,3 \$	350,4 \$	346,2 \$
Dette à long terme	1 910,9	2 017,0	2 117,1
Dette consolidée	1 961,2	2 367,4	2 463,3
Moins : trésorerie et équivalents de trésorerie	(212,6)	(264,7)	(304,0)
Dette consolidée nette	1 748,6	2 102,7	2 159,3
Total des capitaux propres, déduction faite de la participation ne donnant pas le contrôle	3 643,1	3 621,0	6 000,9
Capital total net	5 391,7 \$	5 723,7 \$	8 160,2 \$

(en millions de dollars)	5 novembre 2016	7 mai 2016 ¹⁾	31 octobre 2015
Dette consolidée	1 961,2 \$	2 367,4 \$	2 463,3 \$
Total des capitaux propres, déduction faite de la participation ne donnant pas le contrôle	3 643,1	3 621,0	6 000,9
Capital total	5 604,3 \$	5 988,4 \$	8 464,2 \$

1) Les montants ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour l'état consolidé résumé de la situation financière de la période écoulée.

Données financières

Les données financières non conformes aux PCGR suivantes visent à fournir de l'information utile aux investisseurs et aux analystes. La direction se sert des données financières pour la prise de décisions, l'information de gestion, l'établissement des budgets et les prévisions. Les mesures qui figurent dans le présent rapport de gestion sont définies comme suit par la Société :

- Les ventes des magasins comparables sont celles des magasins situés aux mêmes emplacements pour les deux périodes de présentation de l'information financière.
- La marge brute s'entend du profit brut divisé par les ventes. La direction est d'avis que la marge brute est un indicateur important du contrôle des coûts et qu'elle peut aider les gestionnaires, les analystes et les investisseurs à évaluer le contexte concurrentiel et l'environnement promotionnel du secteur dans lequel la Société exerce ses activités. Un pourcentage croissant indique un coût des ventes moins élevé en pourcentage des ventes.

- Le ratio de couverture des intérêts s'entend du résultat d'exploitation divisé par la charge d'intérêts.
- Le ratio de la dette consolidée sur le capital total s'entend de la dette consolidée divisée par le capital total.
- Le ratio de la dette consolidée nette sur le capital total net s'entend de la dette consolidée nette divisée par le capital total net. La direction est d'avis que le ratio de la dette consolidée sur le capital total et le ratio de la dette consolidée nette sur le capital total net représentent des mesures qui peuvent permettre d'analyser l'évolution de la structure du capital de la Société au fil du temps. Des ratios croissants indiqueraient que la Société a recours à un montant accru de dette dans sa structure du capital pour financer ses activités.
- Le ratio de la dette consolidée sur le BAIIA ajusté s'entend de la dette consolidée divisée par le BAIIA ajusté pour les quatre derniers trimestres. La direction utilise ce ratio pour évaluer partiellement la situation financière de la Société. Un ratio croissant indiquerait un accroissement de la dette de la Société par dollar de BAIIA ajusté généré.
- Le ratio du BAIIA ajusté sur la charge d'intérêts s'entend du BAIIA ajusté pour les quatre derniers trimestres, divisé par la charge d'intérêts pour les quatre derniers trimestres. La direction utilise ce ratio pour évaluer partiellement la couverture de la charge d'intérêts sur ses obligations financières. Un ratio croissant indiquerait que la Société génère un BAIIA ajusté plus élevé par dollar de charge d'intérêts, ce qui se traduirait par une couverture des intérêts plus élevée.
- La valeur comptable par action ordinaire s'entend des capitaux propres, déduction faite de la participation ne donnant pas le contrôle, divisés par le total des actions ordinaires en circulation.

Le tableau qui suit présente le calcul de la valeur comptable par action ordinaire d'Empire au 5 novembre 2016, au 7 mai 2016 et au 31 octobre 2015.

(en millions de dollars, sauf les données par action)	5 novembre 2016	7 mai 2016	31 octobre 2015
Capitaux propres, déduction faite de la participation ne donnant pas le contrôle	3 643,1 \$	3 621,0 \$	6 000,9 \$
Actions en circulation (de base)	271,6	271,7	275,2
Valeur comptable par action ordinaire	13,41 \$	13,33 \$	21,81 \$

Pour obtenir d'autres informations financières sur Empire, notamment sa notice annuelle, veuillez consulter le site Web de la Société, à www.empireco.ca, ou le site Web de SEDAR pour consulter les dépôts réglementaires canadiens, à www.sedar.com.

Approuvé par le conseil d'administration le 14 décembre 2016
Stellarton (Nouvelle-Écosse) Canada